



## **Procès-verbal de la réunion du jeudi 22 novembre 2018.**

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 22 novembre, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle polyvalente de Grumesnil, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 12 novembre et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81.

Délégués présents : 52

Pouvoirs : 9

Secrétaire de séance : Françoise Deschamps.

### Etaient présents :

Ms et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Fournier L. Rimbart D. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L. Nottias B. Lamulle N. Duclos E. Beuvin M. Langlois R. Lesueur G. Devillerval M.F. Mainemarre N. Caillaud B. Lesueur C. Turban P. Guesdon D. Hagnéré C. Rouzé D. Picard E. Méry I. Larchevêque F. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Knoops F. Cailleux M. Godin J. Duval A. Buquet J. Buquet J.M. Dion O. Defromerie M. Cumont C. Devin R. Grisel J. Bourguignon F. Duval I. Sagot J. Coutard G. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Degry D. Dupard R. Dion P. Duflos J.Y. Dumouchel J.C.

Absent excusé : R. Décarnelle

### Excuses et pouvoirs :

- D. Buquet excusé, pouvoir à J. Grisel.
- J.N Canu excusé, pouvoir à E. Picard
- P. Patris excusé, pouvoir à M.F Devillerval
- M. Lejeune excusé, pouvoir à C. Lesueur
- F.M Noël excusé, pouvoir à C. Ducrocq
- B. Chardel excusé, pouvoir à F. Knoops
- J.M Ducrozet excusé, pouvoir à B. Delafontaine
- P. Legay excusé, pouvoir à R. Devin
- T. Hermand excusé, pouvoir à J.C Dumouchel.

M. Eric Picard, président, s'assure que le quorum est atteint et débute la séance.

Le compte rendu de la dernière réunion est adopté à l'unanimité.

M. Picard présente Maëva Young, animatrice du R.A.M.I qui va gérer le service durant l'absence de Mme Delatour.

Mme Young, éducatrice de jeunes enfants de formation, prend la parole pour présenter les locaux et le R.A.M.I. Les locaux se situent 25, rue Henri Dunant à Gournay-en-Bray, et pourront accueillir le public et les ateliers à partir du 7 janvier prochain.

Le relais sera ouvert du lundi matin au vendredi midi. Les activités sur Gournay se dérouleront sur deux matinées par semaine avec des ateliers peinture, motricité, lecture et jeux libres. Les activités en itinérance se feront dans 4 communes (Brémontier-Merval, Cuy-st-Fiacre, Ferrières-en-Bray et Mont-Rôty) à raison de deux matinées par semaine. L'inauguration des locaux ainsi que journée « porte ouverte » auront lieu en janvier prochain.

Mme Lesueur demande si le dispositif sera étendu sur le reste du territoire.

M. Picard rappelle qu'à l'origine ce projet a été conventionné sur le territoire de l'ex CDC du Bray Normand avec la CAF. Il doit être mis en œuvre sur le territoire précédemment cité avant d'être étendu à tout le territoire communautaire.

M. Quesney demande comment les assistantes maternelles vont être informées de la création du R.A.M.I.

Mme Young va contacter toutes les assistantes maternelles et une plaquette d'information va leur être transmise.

M. Duclos demande si une communication est prévue au niveau de la commission petite enfance pour inciter des personnes à devenir assistantes maternelles.

Mme Elie pense que l'idée est bonne, qu'il faut la travailler en commission et demander l'accord auprès de la C.A.F.

### **Validation de la grille tarifaire 2019 de la redevance incitative**

M. Picard laisse la parole à M. Devin pour présenter le document de proposition de la grille tarifaire 2019 de la redevance incitative, document qui a été adressé dans son intégralité à chacun des élus en même temps que la convocation.

M. Devin précise qu'il est proposé de rester sur les mêmes conditions qu'en 2018.

M. Caillaud fait remarquer que la convention de délégation de facturation de la redevance entre propriétaire bailleur et locataire privé est difficile à gérer. Il pense que le tarif des sacs prépayés est élevé. Il souhaite savoir combien d'administrés refusent de s'abonner au service et sont facturés d'office.

M. Devin répond que cette facturation d'office concerne très peu de personnes, une vingtaine de foyers sur 12 000 facturés depuis la mise en place du service.

M. Turban demande si le maintien des conditions tarifaires de la grille s'appuie sur une estimation du budget 2018.

M. Picard répond qu'il n'a pas de certitude sur la réalité du budget puisqu'il existe des inconnues financières notamment sur le coût des rotations qui ont lieu à Rouen maintenant (Etrépagne auparavant).

Il ajoute que le prix a été baissé l'an dernier ce qui représente une diminution d'environ 300 000 € sur le budget. Il estime qu'il faut rester prudent sur les prévisions 2019 afin d'avoir du recul sur l'exécution des marchés notifiés début 2018, mais que si, en fin d'année 2019, il s'avère que l'excédent est important, il sera du ressort des élus de diminuer la grille tarifaire.

M. Duclos demande s'il est possible de mettre en place une convention d'utilisation pour les logements dans les chemins isolés.

M. Picard répond qu'il est tout à fait possible de mettre en place ce service qui n'est pas réservé aux habitants des logements verticaux. Il faut surtout faire en sorte de bien calibrer les bacs nécessaires au point de mutualisation.

Le conseil communautaire délibère à la majorité, moins deux abstentions pour la grille tarifaire 2019 de la redevance incitative.

### **Signature d'un avenant pour l'extension de locaux du S.I.E.O.M pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage et pour la maîtrise d'œuvre.**

Pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage : Un avenant doit être signé avec le Cabinet Van Tol afin de tenir compte de la nécessité de réaliser des modifications de programme, au stade des études d'avant-projet sommaire.

Les travaux supplémentaires sont : aménagement d'un espace d'accueil avec mobilier, création d'une ouverture entre bureaux 1,2 et 3, implantation d'une porte entre le dégagement et l'accueil, implantation d'un local archives à la place de l'ancienne cuisine, modification de la ventilation de l'ancienne salle de réunion, réaménagement d'une nouvelle cuisine pour l'espace du personnel et installation d'équipements de rafraîchissement dans les bureaux.

Le montant de l'avenant avec le cabinet Van Tol s'élève à 1 080€ TTC.

Pour la maîtrise d'œuvre : le principe est le même, la modification des travaux entraîne également un coût supplémentaire sur le marché de maîtrise d'œuvre passé avec le Cabinet Philippe.

Le montant de l'avenant avec le cabinet Philippe s'élève à 5 939€ TTC.

Ces avenants sont établis sur la base de l'estimation prévisionnelle du coût des travaux au stade des études d'avant-projet sommaire. Conformément à la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique, il convient d'établir au stade des études d'avant-projet détaillées un avenant n°2 pour fixer la rémunération définitive du maître d'œuvre et de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Le bilan financier prévisionnel est donc porté à 845 153€ TTC représentant une majoration financière de 7,8% par référence à celui établi en janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité décide :

- D'approuver la passation de l'avenant au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- D'approuver la passation de l'avenant au marché de maîtrise d'œuvre
- De valider le nouveau bilan financier prévisionnel
- D'autoriser le président à signer les avenants relatifs au marché.

#### **Délibération pour la désignation d'un délégué titulaire et d'un suppléant au P.E.T.R.**

Suite à la démission de M. Morel, la C.C.4.R doit désigner un délégué titulaire pour siéger au P.E.T.R.

M. Ovard (délégué communautaire, Maire de Rouvray-Catillon) souhaite se présenter dans cette collectivité pour représenter la C.C.4.R.

Il manque également un suppléant pour compléter la liste.

Il convient donc de désigner un titulaire et un suppléant.

M. Dupard pense que le poste de délégué au P.E.T.R n'est pas lié à la commune de Rouvray-Catillon, et que les délégués suppléants peuvent se présenter également.

M. Dupard se présente délégué titulaire pour siéger au P.E.T.R et est élu à l'unanimité.

M. Ovard et M. Caillaud se présentent délégués suppléants pour siéger au P.E.T.R et sont élus à l'unanimité.

#### **Délibération pour signer la convention de réouverture de 5 chemins de randonnée :**

Dans le cadre du passage en commission des chemins de randonnée sur le secteur de Forges, il convient de rouvrir des chemins de randonnée sur les 5 communes suivantes :

- Mauquenchy,
- Rouvray-Catillon
- Roncherolles-en-Bray
- Gaillefontaine
- Haucourt.

Lors de la commission tourisme du 29 octobre dernier, les élus ont accepté le devis proposé par les chantiers d'insertion « Education et Formation ». Le travail s'effectue sur 12 jours pour un montant total de 3600 € net. Une délibération du conseil est nécessaire pour autoriser le président à signer la convention avec les chantiers d'insertion.

M. Grisel demande de quels chemins il s'agit.

M. Picard répond qu'il s'agit des chemins suivants :

- Le bois Gamet à Mauquenchy,
- le bois de la pie et le Mont Allebout à Rouvray-Catillon,
- Les croissettes à Roncherolles en Bray,
- La croix st Christophe à Gaillefontaine,
- Le Vauroux à Haucourt.

Soit un total de 6150 mètres à rouvrir qui ne sont pas tous dans le même état.

Mme Legendre demande pourquoi ces chemins sont rouverts seulement maintenant.

M. Picard répond que les chemins ont dû faire l'objet d'une visite de la commission pour savoir s'ils seraient dans la liste des chemins balisés et répertoriés.

M. Dumouchel demande si d'autres chemins seront rouverts dans le futur.

M. Picard répond qu'il y a un travail de développement et d'entretien à fournir avant de pouvoir répondre à cette question.

M. Nottias déplore que les chemins de Compainville aient été déclassés à cause de leur insécurité (traversée de route départementale), alors qu'il y a eu 20 000€ de dépenses effectuées pour réhabiliter un site touristique sur la commune.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour autoriser le président à faire effectuer ces travaux et à signer la convention.

#### **Décision modificative n°2/2018 du budget principal de la C.C.4.R**

Une décision modificative doit être prise sur le programme des travaux du P.E.M. pour un montant de 26 000€ afin de mandater la facture des travaux réalisés par le SDE 76.

Il s'agit de transférer 26 000€ du compte 022 : dépenses imprévues et sur le compte 2315 : travaux PEM. Cette décision n'a pas d'incidence sur le budget puisqu'elle s'équilibre en dépenses et en recettes.

Le conseil délibère à l'unanimité pour enregistrer cette décision modificative.

#### **Décision modificative n°2/2018 du budget annexe du S.S.I.A.D**

Le Service de Soins à Domicile bénéficie de nouveaux Crédits Non Reconductibles pour un montant de 40 000 €, afin de permettre le paiement des honoraires des infirmières jusqu'à la fin de l'année (honoraires de décembre inclus qui seront mandatés en janvier 2019).

Cette notification en date du 29 octobre fait suite à une première décision tarifaire en date du 13 août qui avait accordée 110 000 € de Crédits Non Reconductibles.

Pour mémoire, le premier arrêté de l'ARS avait fait l'objet d'une Décision Modificative (délibération n°86/2018 du 27 septembre). Nous devons également affecter la somme de 4 000 € pour remboursement sur rémunérations. Il est donc proposé les inscriptions budgétaires suivantes :

##### Recettes :

##### Groupe I : Produits de la tarification

Article 73112 - Dotation globale SSIAD : +40 000 €

##### Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation

Article 6419 – Remboursements sur rémunérations : +4 000 €

##### Dépenses :

##### Groupe II : Dépenses afférentes au personnel

Article 622321 - Infirmières : +40 000 €

Article 64131 - Rémunérations : +4 000 €

Cette décision n'a pas d'incidence sur le budget puisqu'elle s'équilibre en dépenses et en recettes

M. Pain demande où en est le travail engagé avec la Croix rouge pour le mandat de gestion du SSIAD.

M. Picard lui répond que la convention de mandat a été signée, la Croix Rouge a commencé les échanges avec les agents du service mais le service rendu n'a pas changé. La Croix Rouge doit s'imprégner des comptes et la gestion de ce service avant de faire d'éventuelles propositions.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité en faveur de cette décision modificative.

#### **Délibération modificative pour la taxe de séjour**

La C.C.4.R a été destinataire d'un courrier concernant la délibération du 27/09/2018 pour la mise en place de la taxe de séjour. Cette délibération prévoyait un taux d'abattement de 5% pour les hébergements non classés ou en attente de classement.

Il convient de modifier ce terme « taux d'abattement » par « taux ».

Une nouvelle délibération doit donc être rédigée dans ce sens, sans toutefois remettre en cause l'application de la délibération prise le 27 septembre dernier, et qui sera bien effective au 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Mme Legendre demande qui a adressé ce courrier.

M. Picard lui répond que ce courrier a été envoyé par la Préfecture.

M. Turban reprend la délibération du 27 septembre et fait remarquer que le tarif de la taxe de séjour pour les hôtels 4 étoiles est différent de celui appliqué par la ville de Forges, alors que M. Picard avait précisé que les tarifs avaient été votés à l'identique de ceux de Forges.

M. Picard lui répond qu'il n'y a pas d'hôtel 4 étoiles sur le territoire de la CC4R et donc pas d'incidence financière. Il précise que la délibération de Forges pour 2019 est parvenue tardivement à la CC4R.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

#### **Autorisation de signature des conventions d'entretien et de gestion des zones d'activités**

Dans le cadre de la compétence gestion et entretien des zones d'activités transférée à la CC4R, et afin de rationaliser la mise en œuvre de cette compétence initialement dévolue aux communes, il est proposé de signer des conventions avec les communes de Gournay en Bray, Ferrières en Bray, Gaillefontaine et Forges les eaux. Ces communes disposant déjà des équipes et contrats permettant la continuité de gestion et d'entretien des zones transférées, il semble cohérent de leur déléguer les charges mais également la perception des recettes. Les conventions prévoient qu'un bilan contradictoire sera réalisé en fin d'exercice afin de connaître le reste à charge pour l'une ou l'autre des collectivités.

M. Dion demande si c'est la C.C.4.R qui compensera les dépenses si elles sont plus élevées que les recettes.

M. Picard répond que l'estimation a été faite et la C.C.4.R connaît le coût de l'entretien des Z.A.C. Tous les travaux importants seront soumis à autorisation de la Com-Com. La convention prévoit une enveloppe maximale de 50 000€ afin que la commune puisse gérer les travaux courants sans autorisation expresse de la CC4R.

Mme Lesueur demande si la convention concerne la voirie et le bâtiment. Elle avait cru comprendre qu'il s'agissait uniquement de la voirie.

M. Picard répond que l'entretien sera communal comme auparavant, et qu'un constat contradictoire sera réalisé en fin d'année pour connaître la dépense d'entretien qui restera à la charge de la Com-Com.

Mme Legendre regrette que les élus n'aient pas été destinataires de cette convention.

M. Picard répond que si les élus souhaitent avoir la lecture préalablement, la convention pourra être adressée par mail et le sujet peut être reporté au prochain conseil.

Ce sujet sera donc remis à l'ordre du jour du prochain conseil.

#### **Informations et questions diverses**

##### Pour avis du conseil :

M. Picard demande l'avis des élus de la CC4R sur la demande de la ville de Gournay-en-Bray pour la dérogation du repos dominical sur 2019, pour l'ouverture de commerce de détail, 12 dimanches ouverts dans l'année, suite à la mise en place de la loi Macron.

Le conseil n'émet pas d'objection à cette demande.

##### Pour information :

- Remerciement du Clic du Pays de Bray pour le versement de la subvention 2018.
- Les Mairies doivent adresser rapidement à la communauté de communes la délibération concernant les statuts de la CC4R.
- Les vœux de la C.C.4.R se dérouleront le vendredi 11 janvier 2019 à 18h30 au théâtre municipal de Forges les Eaux. Une invitation sera adressée prochainement par mail.

- Le prochain conseil communautaire se déroulera le jeudi 20 décembre à 19h à la salle des fêtes de Mont-Rôty.

Monsieur Picard souhaite faire un retour d'information de la réunion « EPCI Tour » du 15 novembre dernier avec les services de la sous-préfecture » :

Transferts de compétences :

Un point rapide a été fait sur les échéances des transferts de compétences imposées par la loi N.O.T.R.e. La C.C.4.R est maintenant à jour de ses obligations dans le cadre du calendrier de la loi N.O.T.R.e

Pour la compétence GEMAPI :

1- Concernant la recette fiscale attendue en 2018

Il a été acté qu'aucun rôle ne serait pas envoyé en complément sur 2018.

Il s'agit bien d'une erreur matérielle. Les délibérations prises par la CC4R en février 2018 ont bien été reçues et prises en compte pour ce qui est du volet « prise de compétence et transfert aux syndicats ». En revanche, le point sur la fiscalisation a été « noyé » dans ces informations.

2- Concernant la recette fiscale attendue en 2019

La délibération prise en conseil le 25/10 est refusée (elle aurait dû être prise avant le 1<sup>er</sup> octobre)

Pour mémoire, nous avons délibéré pour un montant attendu de 140 000 €, anticipant une augmentation des cotisations des syndicats.

Les services de l'état proposent de retenir le montant de 121 000 € pour 2019

Conclusion :

1- GEMAPI 2018 :

La recette de 121 000 € ne sera pas reçue sur l'exercice 2018.

Le sous-préfet s'est engagé à nous restituer en 2019 le montant attendu, via un autre procédé

2- GEMAPI 2019 :

Nous devons confirmer par courrier aux services fiscaux que nous acceptons que 121 000 € soit le produit attendu pour 2019.

Il conviendra que les syndicats limitent leurs appels de cotisations à la CC4R pour que cette enveloppe soit maintenue.

M. Nottias informe les élus qu'il a été signalé à la dernière réunion de syndicat de bassin versant, que l'état prélève 175 000 000 € sur l'agence de l'eau. Il ajoute que le syndicat a décidé de faire un courrier en ce sens.

Autres points évoqués rapidement lors de l'E.P.C.I tour :

- *Projets alimentaires territoriaux* : un vaste programme va être lancé et l'état souhaite que les collectivités s'investissent dans ce programme, projet de restauration collective, par exemple.
- *Actualisation du Schéma d'Accueil des Gens du voyage*. Tous les 5 ans, le schéma d'accueil des gens du voyage est actualisé. Le dernier est en cours de révision et l'état veille aux travaux et réflexions que les collectivités vont produire. L'état « pousse le curseur » sur les projets d'implantations des aires d'accueil de grand passage.
- *Plan Nationaux : Biodiversité / rénovation énergétique des bâtiments*.
- *Point d'étape sur la planification territoriale* (PLU, Cartes communales...). Les services de l'Etat ont laissé entendre que toutes les petites communes qui n'ont pas encore de document d'urbanisme et dont les demandes sont instruites par les services de la DDTM vont devoir se contraindre à des règles d'urbanisation fixes.
- *Direction des Finances publiques*

Axes de modernisation/ Gestion et fiabilisation des tiers dans la perspective d'e l'ENSU (Espace Numérique Sécurisé Unique) : Il faudra veiller à la normalisation des tiers dans les logiciels de comptabilité des communes afin que les projets de modernisation mis en œuvre par la Direction des Finances Publiques soient fluides.

M. le président est assez inquiet, suite aux articles qu'il a pu lire dans la presse territoriale, où il était indiqué que les techniciens de Bercy imaginaient que les communes pourraient ne plus avoir de comptable public et se borderaient à faire du contrôle de flux.

- *Actualités de la Direction de l'éducation Nationale*
  - Convention territoriale sur l'école élémentaire.

Un long exposé de la DASEN a expliqué que les écoles du Département étaient trop nombreuses, 59% des 1058 écoles du département possèdent moins de 4 classes. Le département de Seine Maritime n'a pas de particularité géographique justifiant de l'importance de ce chiffre, comparé à d'autres départements. L'état va donc accompagner, suggérer, inciter les communes, les SIVOS à se rapprocher, fusionner, s'agglomérer, sur la base du volontariat.

Mme Legendre informe les élus qu'elle a eu connaissance d'une annonce légale dans la presse locale pour les baux emphytéotiques des maisons médicales sur Forges et Gaillefontaine et s'étonne de constater qu'elle fait référence à la communauté de communes de Forges les Eaux.

M. Picard répond qu'il s'agit d'une annonce qui doit être régularisée dans la presse pour l'attribution du marché lorsque la Com-Com du canton de Forges en était juridiquement responsable. Elle fait référence au marché d'origine a été signé avec cette collectivité. Il s'agit d'une régularisation juridique visant à sécuriser la signature définitive du bail qui interviendra prochainement.

Mme Bréquigny demande des volontaires pour participer au groupe de travail visant à mener une réflexion sur l'extension des services téléalarmes et portage de repas. La 1<sup>ère</sup> réunion se déroulera le 30 novembre à 11h à communauté de communes.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h00.*